

14004
24/11/55/2
(1939-1953)

Impôts NCF - Impôts directs (patentes, foncier etc...)

Impôts sur les Salaires (Voir des 6.166 à 6.169)

(1er au 6144)
(1er au 14004)

Service de la
Comptabilité Générale
et des Finances

Fma3 n° 679

14004 *h. Laguerre*
PARIS, le 21 Décembre 1953.

Messieurs les Directeurs des Régions,
Monsieur le Directeur du Personnel,
Monsieur le Directeur du Service des
Approvisionnements,
Monsieur le Chef du Service des Retraites,
Monsieur le Directeur de l'Economat.

Objet : Déclarations fiscales concernant les rémunérations
payées en 1953.

J'ai l'honneur de vous rappeler qu'en 1954, comme les
années précédentes, la S.N.C.F. devra déclarer à l'Administra-
tion des Contributions Directes les rémunérations payées en
1953, c'est-à-dire :

1°) le montant des traitements, salaires ou rétributions
payés au cours de l'année aux agents (cadre permanent, auxi-
liaires, cadre latéral) quelle que soit la durée de leur
emploi.

2°) les rémunérations, quel que soit leur montant, versées
à des personnes remplissant des fonctions susceptibles d'être
exercées simultanément auprès de plusieurs entreprises.

3°) les sommes versées à titre de commissions, courtages,
ristournes commerciales ou autres, vacations, honoraires occa-
sionnels ou non, gratifications et autres rémunérations,
lorsqu'elles dépassent 5.000 francs par an pour un même
bénéficiaire.

Suivant les dispositions légales, la S.N.C.F. devra avoir
effectué les déclarations en question avant le 1er février 1954.

D'autre part, les agents devant déposer leur déclaration
personnelle en vue de l'imposition à la surtaxe progressive
avant le 1er mars 1954, les Services auront à prendre les
mesures nécessaires pour leur communiquer, avant le 15 février,
le montant net imposable des sommes qui leur a été payé et qui
aura été déclaré par la S.N.C.F.

Comme les années précédentes, la déclaration des rémunéra-
tions de 1953 se fera sous forme d'états sur les imprimés
spéciaux, qui seront fournis, sur demandes régulières signées

par des fonctionnaires qualifiés, par la Direction des Contributions Directes du Département de la Seine (Service des Retenues à la Source, 9, rue d'Uzès, PARIS, 2ème), dans le dit Département et par les Contrôleurs, ou la Direction Départementale des Contributions Directes dans les autres Départements où il y aura lieu de les faire prendre.

Ces imprimés sont de trois sortes :

1°) ETAT 1024

- pour la déclaration, d'une part, des traitements et salaires proprement dits et, d'autre part, des honoraires, courtages, commissions, etc..., les Services utiliseront, uniquement, le tableau I § a Personnel autre que les "cadres" etc... et le tableau II - Etats des honoraires, vacations, etc...

a) Déclaration des traitements et salaires proprement dits

Les Services suivront les indications à porter dans chacune des colonnes 1 à 6 - 8 - 9 et 12.

Colonne 7 - Montant dû avant déduction des retenues pour la retraite ou pour la cotisation ouvrière aux Assurances Sociales -

La S.N.C.F. est dispensée de fournir ce renseignement aussi bien pour le personnel auxiliaire ou du cadre latéral que pour le personnel permanent.

Colonne 10 - Taux de la déduction supplémentaire pour frais professionnels -

On inscrira les taux de déduction supplémentaire dont bénéficient certains agents (cas des agents membres de Cabinets ministériels).

Colonne 11 - Montant des indemnités pour frais d'emploi ou de Service et des remboursements de frais -

Les Services n'ont rien à faire figurer dans cette colonne.

Les Services n'ont également rien à faire figurer dans le cadre situé dans le coin supérieur gauche de l'imprimé 1024, ni à donner le montant total des traitements, salaires, etc... constituant la base du versement forfaitaire, ni à donner l'effectif au 31 Décembre 1953.

Ils auront toutefois à indiquer, sur la page de tête, le numéro d'identification de l'Entreprise dans le cadre réservé à cet effet. Ce numéro est le suivant :

631	75	109	0	101
-----	----	-----	---	-----

Comme les années précédentes, les allocations attribuées aux agents qui effectuent une période d'instruction militaire, doivent, sous déduction de la part correspondant aux allocations pour charges de famille, être assimilées à des traitements ; le cas échéant, leur montant sera bloqué avec celui des traitements payés à l'intéressé au cours de l'année 1953.

Les états de déclaration seront établis par le Service auquel est rattaché l'agent à la date du 1er janvier 1954 ou, pour les agents ayant cessé leurs fonctions en 1953, par le dernier Service d'affectation. Bien qu'aucune obligation légale ne le prescrive, les états doivent, dans la mesure du possible, être établis par département selon la résidence réelle des agents au 1er janvier 1954. Chaque Service régional adressera directement les états le concernant à la Direction des Contributions Directes du Département de la Seine (Service du Contrôle des Retenues à la Source, 9, rue d'Uzès à Paris, 2ème) aussi bien pour le personnel auxiliaire ou du Cadre latéral que pour le personnel permanent. Cet envoi pourra être fractionné au fur et à mesure de l'établissement des états.

En ce qui concerne les retraités réoccupés comme auxiliaires, à qui des arrérages de pension auraient été payés, les Services établiront et remettront à l'Administration les déclarations des sommes qu'ils auront payées en 1953.

Comme les années précédentes, les états de déclaration devront porter, d'une manière apparente, l'indicatif du Service régional intéressé et son adresse exacte et comporter, en outre, des numéros d'ordre qui seront reproduits sur des bordereaux récapitulatifs.

Ces bordereaux seront eux-mêmes numérotés (suivant un numérotage continu pour chaque Service régional) et le bordereau se rapportant au dernier envoi de chaque Service sera annoté, outre son numéro, de la mention "et dernier".

Les états de déclaration relatifs aux Fonctionnaires Supérieurs seront adressés sous bordereaux, à l'Administration des Contributions Directes par la Direction du Personnel.

b) Déclaration des droits d'auteur, courtages, commissions, etc...

Suivre les indications à porter dans chaque colonne.

2°) ETAT 1025

- pour la déclaration des salaires et rétributions des ouvriers agricoles.

3°) ETAT 1026

- pour la déclaration des pensions.

Le Service des Retraites établira et remettra à l'Administration, dans la même forme que les Services Régionaux, la déclaration des arrérages de pensions effectivement payés en 1953 à tous les retraités, en utilisant l'Etat modèle 1026 de l'Administration des Contributions Directes.

Le Directeur du Service
de la Comptabilité Générale et des Finances,

H. O. A. 3

Paris, le 7 janvier 1949.

Fic n° 620-4.991

Monsieur le Directeur de la Région
(Toutes Régions)Objet. - Relèvement des taux de la taxe à la production.

Le décret 48-1988, du 31 décembre 1948, portant fixation des nouveaux taux de la taxe à la production et des impôts indirects (J.O. du 1er janvier 1949) relève les taux des taxes à la production en les fixant respectivement à 12,50, 5 et 4,50 %, au lieu de 10, 4 et 3,5 %.

Je vous serais obligé de vouloir bien porter à la connaissance de vos services ces nouveaux taux qui doivent remplacer ceux indiqués dans toutes les instructions actuellement en vigueur.

Il y a lieu de modifier comme suit les majorations à incorporer aux prix de revient des fabrications :

	Taux anciens	Taux nouveaux
Majoration sur main d'oeuvre directe M.T.	$\frac{10}{100-10} \times 2 = 22,22$ arrondi à <u>22</u>	$\frac{12,5}{100-12,5} \times 2 = 28,57$ arrondi à <u>29</u>
Majoration sur main d'oeuvre directe V.B.	$\frac{10}{100-10} \times 1,5 = 16,65$ arrondi à <u>17</u>	$\frac{12,5}{100-12,5} \times 1,5 = 21,43$ arrondi à <u>21</u>
Majoration sur fabrication provenant de matières récupérées.	$\frac{10}{100-10} = 11,11$ arrondi à <u>11</u>	$\frac{12,5}{100-12,5} = 14,28$ arrondi à <u>14</u>

Les majorations à incorporer dans les prix de revient des prestations de services qui étaient calculées au taux de 3,63 (soit $\frac{3,5}{100-3,5}$) seront calculées au nouveau taux de 4,71 (soit $\frac{4,5}{100-4,5}$)

Le Chef du Service,

H. Aubert

Copie à M, T, V, A, C (et C.C.R.),

à O, E, CM, X.

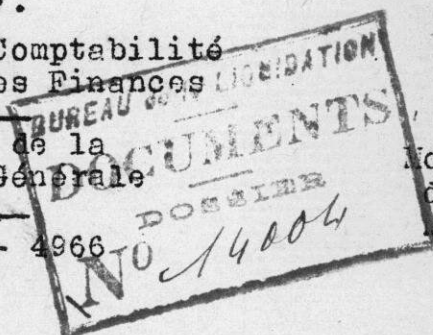
- à EX, MT, VB (Toutes Régions): Chefs de Subdivisions de Compta-
- à Division des Combustibles du Service T.

S.N.C.F.

Paris, le 27 Décembre 1948

Service de la Comptabilité
Générale et des FinancesDivision de la
Comptabilité Générale

Fic n° 643- 4966

Monsieur le Chef de la Subdivision
de Comptabilité du Service du
Matériel et de la Traction de la
Région SUD - EST

Réf. : MTC n° 1278 du 15 novembre 1948.

Objet: Taxe de 5 % sur les salaires du personnel des Cantines.

Par lettre Fic 623-4806, du 25 octobre dernier, je vous ai indiqué les conditions dans lesquelles devait être appliqué le décret du 1er octobre 1948, instituant une taxe de 5 % sur les salaires, à la charge des employeurs.

En ce qui concerne le personnel étranger à la S.N.C.F., utilisé par les Cantines, je vous rappelle les termes de la lettre R. 441 du 8 décembre 1947 par laquelle le Service Central du Personnel a précisé aux Directions Régionales que "la gestion administrative et comptable de ce personnel devrait être assurée par la S.N.C.F. qui devra faire le nécessaire pour son affiliation à la Sécurité Sociale et facturera ensuite à chaque Cantine le montant des salaires et charges patronales du personnel en "en cause".

Ces directives vous ont d'ailleurs été confirmées par ma lettre Fic N° 643-4469 du 4 juin 1948.

De ces instructions, il ressort donc que c'est à la S.N.C.F. qu'incombe le soin d'effectuer au Trésor le versement de 5 % afférent au salaire du personnel des Cantines.

Copie transmise à

Monsieur le Chef de la Subdivision des Ecritures Générales, A cet effet, il appartiendra à votre Service de comprendre dans la facture de crédit qu'il adresse mensuellement à la Comptabilité Générale pour le paiement de la taxe de 5 % sur les salaires du personnel S.N.C.F., la taxe afférente au personnel des Cantines, dont en contre-partie le montant devra être facturé à ces organismes.

Le Chef de l'Inspection Générale
des Comptabilités

P. Le Chef de la Division,

Copie à Service : A.P.B.V.T.M.C.
Subdivisions de Comptabilité M.T.
(Toutes Régions sauf SUD-EST)
Subdivisions de Comptabilité V.B.
(Toutes Régions).
3ème Section A du Service Général
de l'Exploitation (Toutes Régions)

DIVISION		
Service	Monte des Vues	Vues
E1		
E2		
E3		
94	1	13

S.N.C.F.

Paris, le 26 juillet 1948.

Service de la
Comptabilité Générale
et des Finances

Division de la
Comptabilité Générale

F ma3 n° 450

Messieurs les Directeurs des Régions,
Messieurs les Directeurs des Services P et A.

Objet . - Régime fiscal applicable aux rémunérations al-
louées à des personnes appartenant aux professions
libérales.

En application des dispositions de la loi du 13 mai 1948
(J.O. du 14 mai 1948, page 4660), l'impôt afférent aux sommes
payées à certains redevables assujettis à la cédule de l'impôt
sur les bénéfices des professions non commerciales doit être
retenu à la source à partir du 1er juillet 1948 de la même
façon que l'impôt sur les salaires.

Le taux de l'impôt (15 %) et l'abattement à la base
(96.000 F) sont les mêmes qu'en matière d'impôt sur les salai-
res ; par contre, la déduction pour frais professionnels est de
30 % au lieu de 10 %.

Des barèmes établis par l'Administration des Contributions
Directes indiquent, par simple lecture, le montant de la rete-
nue à effectuer ; ces barèmes publiés au Journal Officiel du
22 juin 1948, page 6013, tiennent compte de l'abattement à la
base de 96.000 f, de la déduction de 30 % pour frais profes-
sionnels et des charges de famille, le cas échéant.

I - Contribuables assujettis au régime de la retenue à
la source.

Les contribuables assujettis à la retenue à la source
sont ceux dont les bénéfices ou les revenus proviennent d'un
travail personnel du bénéficiaire rémunéré au moyen d'honori-
res, tel est le cas notamment pour les médecins, chirurgiens-
dentistes, sages-femmes et auxiliaires médicaux, avocats, ar-
chitectes, experts, syndics de faillite et liquidateurs judi-
ciaires.

En ce qui concerne les médecins de la S.N.C.F., il n'y a
rien à modifier au régime appliqué à ceux qui, antérieurement
au 1er juillet 1948, recevaient un traitement ou une indemnité
en tenant lieu et qui subissaient déjà une retenue fiscale au
titre de l'impôt sur les salaires . Ils continueront à être
assimilés à des salariés et, comme tels, leur rémunération ne
devra subir qu'un abattement de 10 % pour frais professionnels.

Par contre, les rémunérations des médecins qui reçoivent
une indemnité correspondant à des honoraires calculés en

fonction du nombre de leurs interventions (consultations, visites ou soins dispensés au personnel de la S.N.C.F.) seront payées à partir du 1er juillet 1948, conformément aux indications mentionnées au III de la présente lettre.

II - Contribuables non assujettis au régime des retenues à la source.

Les officiers ministériels (notaires, avoués, agréés, agents de change, huissiers, avocats à la Cour de Cassation et au Conseil d'Etat, commissaires-priseurs, greffiers) ne sont pas soumis au régime de la retenue à la source et restent régis par une législation semblable à celle qui existait antérieurement au 1er juillet 1948.

Bien que le régime des retenues à la source soit le régime normal, les intéressés peuvent demander à l'Administration des Contributions Directes à être taxés d'après le système de la déclaration contrôlée ou d'après celui de l'évaluation administrative. Ces deux systèmes ne présentent que peu de différence avec les errements en vigueur avant le 1er juillet 1948.

Cette demande doit être adressée à l'Administration des Contributions Directes, entre le 1er et le 15 décembre de chaque année, s'ils n'entendent pas être soumis au régime des retenues à la source l'année suivante.

Pour l'année 1948, la dite demande a dû être faite avant le 1er juin 1948 et ses effets dureront jusqu'au 31 décembre 1949, sauf révocation entre le 1er et le 15 décembre 1948.

Après réception de leur demande, l'Inspecteur des Contributions Directes délivre aux redevables, en question, une attestation constatant qu'ils ont opté pour un régime autre que celui des retenues à la source.

III - Paiement des sommes dues à des contribuables soumis au régime des retenues à la source.

Avant de payer toute somme due à un contribuable assujéti à l'impôt sur les bénéfices des professions non commerciales, les Services lui demanderont quel est le régime fiscal qu'il a choisi.

Si ce régime est celui de la retenue à la source, le contribuable devra faire connaître les prénoms et dates de naissance de ses enfants au Service chargé du service de ses honoraires.

Au moment du paiement, le calcul du prélèvement fiscal se fera pas lecture du barème spécial à l'impôt sur les bénéfices des professions non commerciales et sera déduit de la somme à verser au bénéficiaire de la même manière que s'il s'agissait du paiement d'un salaire ou d'un traitement.

Si, au contraire, l'intéressé n'accepte pas de subir la retenue à la source, il lui faudra produire l'attestation visée au II ci-dessus délivrée par l'Inspecteur des Contributions Directes. Avant de restituer les dites attestations, il y a lieu de noter les indications relatives au Bureau de l'Inspecteur des Contributions Directes qui les a établies, ainsi que leurs dates et leurs numéros ou d'en prendre copie littérale.

Si cette attestation n'est pas fournie, la retenue a lieu automatiquement.

IV - Déclarations à faire en fin d'année.

Les Services conserveront les renseignements relatifs à l'état-civil des redevables de l'impôt sur les bénéfices des professions non commerciales soumis au régime des retenues à la source, de la même manière que ceux ayant trait aux agents de la S.N.C.F. en vue de la déclaration des sommes payées et retenues à faire au début de l'année N + 1 à l'Administration des Contributions Directes au titre de l'année N.

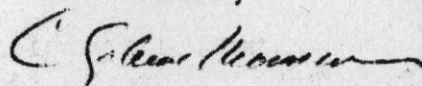
A la même époque, les sommes payées aux bénéficiaires n'ayant pas opté pour le régime des retenues à la source seront déclarées à l'Administration des Contributions Directes dans les mêmes conditions que les années précédentes.

V - Dispositions comptables.

Les Subdivisions de Comptabilité des Régions créditeront, mensuellement, la Comptabilité Générale (Bureau des Comptes Divers) des sommes retenues à la source aux assujettis à l'impôt sur les bénéfices des professions non commerciales de la même manière que s'il s'agissait de l'impôt sur les salaires.

Toutefois, la S.N.C.F. devant verser séparément au Trésor les sommes retenues au titre de l'impôt sur les bénéfices des professions non commerciales et de l'impôt sur les salaires, les Subdivisions de Comptabilité établiront, pour chacun de ces impôts, des factures distinctes qu'elles adresseront à la Comptabilité Générale (Bureau des Comptes Divers).

Le Chef du Service
de la Comptabilité Générale
et des Finances,



IMPOTS CEDULAIRES RETENUS à la SOURCE

217

Division de Contrôle

St Vincent-de-Paul (Gare du Nord)

St Vincent-de-Paul (Gare du Nord)

— 2 — — 2 — 2 — 2 — 2 — 2 — 2 — 2 — 2 —

Société Nationale

des Chemins de Fer Français (Région Nord)
95 rue de Maubeuge

95 rue de Maubeuge

PARIS X ème

COPIE

ars du Nord)
DOCUMENTS des Che
DO IER
N° 14004

No 14004

No 1400H

à PARIS , le 3 Janvier 1939

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'en vertu de l'Article 10 du décret-loi du 12 Novembre 1938, relatif à diverses mesures fiscales, les taux des impôts cédulaires portant sur les traitements et salaires, pensions et rentes viagères et sur les bénéfices des professions non commerciales sont respectivement fixés à 8 pour 100 et à 16 pour 100 pour l'année 1939. D'autre part, l'article 1er du même décret-loi a institué, pour ladite année, une contribution nationale extraordinaire, comportant notamment un prélèvement de 2 pour 100 sur ces deux catégories de revenus.

Cette dernière contribution devant, en ce qui concerne les personnes non domiciliées en France ou n'y ayant pas d'installation professionnelle, être retenue ou perçue à la source en même temps et d'après les mêmes bases que l'impôt cédulaire, les taux à appliquer en 1939 pour le calcul des retenues ou perceptions à opérer s'élèvent en définitive, pour ces personnes, à :

10 pour 100 (8% au titre de l'impôt cédulaire et 2% au titre de la contribution nationale) pour les traitements, indemnités, émoluments, salaires pensions et rentes viagères -

18 pour 100 (16% au titre de l'impôt cédulaire et 2% au titre de la contribution nationale) pour les revenus non commerciaux -

Ces nouveaux taux sont applicables à tous les paiements effectués à partir du 1er Janvier 1939.

Je vous serai obligé de vouloir bien en tenir compte pour le calcul des retenues qui vous incombent.

Agréez, Messieurs, l'expression de ma considération très distinguée.

Le Contrôleur des Contributions Directes.

Signature .

Lettre adressée pour information à la Région Nord de la Société Nationale des Chemins de Fer Français, les retenues devant être opérées au siège de la Société.